



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ... • (Page 07)

Umoa-Titres

Le Togo recherche 25 milliards FCFA

Quelques jours après son dernier succès, le Togo retourne sur le marché financier régional. Le Trésor public vient de lancer un nouvel appel d'offres dans ce sens. ... • (Page 04)

1er trimestre

La Banque de France anticipe une légère hausse du PIB

La Banque de France a indiqué jeudi anticiper une légère croissance de 0,1% à 0,2% de l'activité économique française ... • (Page 08)



Afrique – Océan Indien

Le Togo décroche l'or aux « Cacao of Excellence 2023 »



Togo / Conseil des ministres du 8 février 2024

Tout sur l'organisation des élections législatives et régionales de 2024

• (Page 03)

Infrastructures

Kodjo ADEDZE sur des chantiers de voirie urbaine à Kara

En vue de s'assurer de la bonne évolution des travaux de la composante 1 du Projet ... • (Page 02)

« Mercredis de l'Entrepreneur »

L'ANPGF sensibilise sur la Loi de Finances 2024 à Sokodé

Dans le cadre du tout premier numéro des « Mercredis de l'Entrepreneur », l'Agence nationale de promotion et de garantie de ... • (Pages 04)

Start-ups

AXIAN Investment renforce sa présence en Afrique

AXIAN Investment, investisseur corporate de premier plan engagé dans le soutien aux start-ups africaines, ... • (Page 06)

3ème édition de l'ETFP

Le partenariat Public-Privé pour une meilleure employabilité

Dans le cadre de la troisième édition de la Semaine de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle (ETFP), le ... • (Page 11)

FONI FORUM INTERNATIONAL DE L'INTERMEDIATION, DU NUMERIQUE ET DE L'INNOVATION (FONI 2024) 3^e édition

Placé sous le Haut Patronage de son Excellence Monsieur FAURE ESSOZIMNA GNASSINGBE, Président de la République Togolaise

THEME
INTERMEDIATION & FINANCEMENT DES PME/PMI POUR UNE INCLUSION FINANCIERE, NUMERIQUE ET SOCIALE EN AFRIQUE

16 au 17 MAI 2024
A L'HOTEL 2 FEVRIER LOME/TOGO

LE PLUS GRAND HUB FINANCIER EN AFRIQUE DE L'OUEST

(228) 93 03 36 36
(228) 97 67 30 30
(228) 22 20 38 21

INSCRIPTIONS@FONI.AFRICA
WWW.FONI.AFRICA

Organisé par **AFRIK** CRÉANCES

Infrastructures

Kodjo ADEDZE sur des chantiers de voirie urbaine à Kara

En vue de s'assurer de la bonne évolution des travaux de la composante 1 du Projet d'Infrastructures et de Développement Urbain (PIDU) le Ministre d'Etat, Ministre de l'urbanisme, de l'habitat et de la réforme foncière, Kodjo ADEDZE, a effectué une visite de terrain le lundi 05 février 2024, sur les sites suscités, où il a rencontré les acteurs locaux impliqués dans la mise en œuvre du PIDU.

• Wilson Lawson

Dans le cadre de la composante 1 du PIDU, le Gouvernement Togolais, à travers le Ministère de l'urbanisme, de l'habitat et de la réforme foncière (MUHRF), réalise d'importants travaux de voirie urbaine dans la ville de Kara. Il s'agit notamment des travaux de construction du Pont de Kpèlèouwayi, long de 40 mètres, ses voies d'accès et connexes ainsi que l'aménagement et le bitumage de la voie reliant la rue bitumée de l'abattoir à la RN 19 au centre Don Bosco (1500 ml). Il s'agissait pour le Ministre d'Etat, de faire la supervision de l'avancement exact des travaux après le 31 janvier 2024, et de faire des recommandations relatives à l'organisation dans les meilleurs délais de la réception provisoire de ces infrastructures. Il est à noter que les travaux de construction de Pont et Chaussée connaissent à ce jour, un état d'avancement remarquable à l'ordre de 85, 07%. Quant aux aménagements connexes : la construction du coin repas de l'Ecole Primaire Publique de



Kpèlèouwayi est achevée à 99% ; la construction de 90 ml de la clôture de la façade de l'EPP de Kpèlèouwayi longeant la voie en projet à 99% et la construction de 360 ml de clôture du marché de Kpèlèouwayi, achevée à 98%. Le Ministre d'Etat Kodjo ADEDZE a saisi l'occasion de sa visite pour encourager les acteurs directs à « gérer de façon rationnelle le temps pour une livraison des infrastructures dans les délais afin de faciliter la mobilité des populations ». Il a réaffirmé la disponibilité du Gouvernement à poursuivre des actions similaires dans toutes les autres communes du Togo pour un développement harmonieux et durable des villes conformément à la Grande Vision du Chef

de l'Etat. Le Maire de la Commune Kozah 1, Monsieur PIDABI Pawoubadi, a exprimé la gratitude de toute la population de sa commune au Gouvernement Togolais et au Groupe de la Banque mondiale pour la réalisation de cette importante infrastructure. Il a rassuré de l'engagement de l'exécutif communal dans la sensibilisation de la population pour l'entretien régulier des ouvrages réalisés. La mise en œuvre totale de l'enrobé sur la chaussée sera finalisée le 11 février 2024. Dans l'optique d'améliorer l'accès des populations aux infrastructures et services urbains de base à Lomé, Kara et Dapaong, et de renforcer les capacités institutionnelles des villes de Lomé, Tsévié, Kpalimé, Atakpamé, Sokodé, Kara et Dapaong, le Gouvernement Togolais sous le leadership de Faure Essozimna Gnassingbé, Président de la République, a initié le Projet d'Infrastructures et de Développement Urbain (PIDU) avec l'appui du Groupe de la Banque mondiale à travers un crédit de l'Association Internationale de Développement (IDA).



Image du jour



Améliorer leurs compétences linguistiques ce fut le défi de 30 étudiants de l'Institut des Métiers de la Mer. Ils ont bénéficié de cet appui de l'ambassade des USA au Togo.

AUX DECIDEURS ...

Hausse de la dette publique et dilemmes politiques

Les pays africains sont aux prises avec un endettement élevé, des exigences de dépenses accrues et des monnaies qui s'effondrent : les solutions politiques qui pourraient aider

Les pays africains très endettés sont confrontés à des arbitrages difficiles entre le service d'une dette coûteuse, la satisfaction de besoins de développement élevés et croissants et la stabilisation des monnaies nationales.

La dette publique a augmenté dans au moins 40 pays africains au cours de la dernière décennie. En conséquence, certains font face à une mauvaise combinaison entre un endettement élevé, des besoins de dépenses de développement élevés dans un contexte de déficits budgétaires et des pressions défavorables sur les taux de change.

Ces problèmes sont devenus plus pressants depuis 2022, lorsque l'inflation persistante et élevée a incité les principales banques centrales du monde entier à se lancer dans la campagne de resserrement monétaire la plus agressive depuis des décennies. La politique monétaire se resserre lorsque les banques centrales augmentent les taux d'intérêt.

Jonathan Munémo, Professeur d'économie, Université de Salisbury, façonné par des années de recherche sur les défis de développement de l'Afrique, place de nombreux pays devant une série de dilemmes difficiles à résoudre. S'attaquer à l'un de ces problèmes met en péril les autres. La baisse des recettes publiques a également intensifié les risques liés à la dette.

Un certain nombre de mesures peuvent être prises pour atténuer les compromis que les pays doivent faire.

Les gouvernements devraient donner la priorité aux mesures de dépenses publiques qui stimulent la croissance.

Il s'agit notamment de dépenses cruciales dans l'éducation, la santé, les infrastructures et d'autres investissements de haute qualité favorisant la croissance. À mesure que la croissance économique s'accélère, elle générera probablement davantage de recettes publiques pour rembourser la dette.

Cela signifie également consacrer davantage de dépenses aux réformes de première génération. Il s'agit de réformes structurelles qui atténuent les principales contraintes de croissance. Par exemple, les réformes de longue date en matière de gouvernance restent essentielles dans les pays africains qui sont généralement à la traîne des pays d'autres régions sur diverses mesures de qualité de la gouvernance telles que l'État de droit, le contrôle de la corruption et la responsabilité du gouvernement.

Deuxièmement, les pays doivent résoudre leurs problèmes de collecte des recettes. Alors que la croissance conduit à une économie plus grande qui génère des revenus supplémentaires, les faibles niveaux de collecte des recettes intérieures limitent la capacité des gouvernements à rembourser la dette et à financer les secteurs sociaux et de croissance vitaux.

Enfin, les gouvernements doivent restructurer leurs portefeuilles de dette. Lorsqu'une crise de la dette ne peut être évitée, la restructuration de la dette peut réduire le montant dû aux créanciers en révisant le montant et le calendrier des futurs paiements du principal et des intérêts. Le Tchad a conclu un accord pour restructurer sa dette extérieure dans le cadre du Cadre commun du G20 pour le traitement de la dette en 2022. Il s'agit d'une initiative destinée à soutenir les pays en développement à faible revenu et dont la dette est insoutenable. Depuis lors, le Ghana et la Zambie ont également lancé des négociations sur la restructuration de leur dette dans le cadre du Cadre commun du G20.

D'autres pays très endettés qui ont du mal à honorer leurs dettes pourraient être amenés à faire de même, dans un contexte d'inquiétudes croissantes quant à la lenteur des progrès du Cadre commun.

Midas Tigossou

Le Togo en chiffres

Informations générales	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
Superficie	56 790 km ²	21,7 km ²	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	ONU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	ONU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	ONU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	ONU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	ONU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	ONU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
APD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020

Afrique – Océan Indien

Le Togo décroche l'or aux « Cacao of Excellence 2023 »

Cocoa of excellence, un programme de l'Alliance de Bioversity International et du Centre International d'Agriculture Tropicale (CIAT) a annoncé le jeudi 8 février 2024, les lauréats des « Cacao of Excellence 2023 ». Pour la région Afrique et Océan Indien, le Togo est l'unique gagnant du prix en or du concours « Cacao of Excellence 2023 » à travers la structure SCOOPS IKPA de Komi AZIAGUE.

• Joël Yanclou

La qualité du cacao cultivé et produit au Togo est la meilleure dans la région Afrique et Océan Indien et ce, devant les plus grands producteurs tels que la Côte d'Ivoire et le Ghana. Comme l'indique le classement 2023 des « Cacao of Excellence Awards », le travail qu'abat au quotidien le comité de coordination pour les filières café cacao (CCFCC) sous la houlette de son secrétaire général, Enselme GOUTHON, aux côtés des producteurs ne passe pas inaperçu. Preuve en est des prix décrochés aux « Cacao of Excellence Awards », édition 2023 qui récompensent l'excellence dans la culture du cacao, tout en soutenant et en encourageant un secteur plus durable. Les lauréats ont été révélés lors d'une cérémonie organisée dans le cadre du salon Chocoo à Amsterdam, Pays-Bas. Le CCFCC, en interaction avec les autres acteurs des deux filières a, au cours de l'année 2023, a présenté des échantillons du terroir de six producteurs togolais, au concours « Cocoa of Excellence Awards 2023 » zone Afrique et Océan Indien. Au cours de la solennité de proclamation et de remise des prix, la qualité du cacao togolais s'est encore fait remarquer de façon spectaculaire. Sur les six producteurs pré-



sentés à ce concours international, trois sont primés dont un en or, un en Argent et un en Bronze.

Les trois lauréats togolais

Komi AZIAGUEY, de la Coopérative SCOOPS IKPA (Préfecture de Wawa) ; médaille d'or ; Komlan YEBO, de la Coopérative ETSONENYO, Tové-Ati (Préfecture de Kloto) ; médaille d'Argent ; Kossi GUEZERE, Producteur individuel, résidant à Dentey Kopé (Préfecture de Wawa), médaille de Bronze. Il est à noter que Komi AZIAGUEY est l'unique gagnant du prix en or dans la zone Afrique et Océan indien du concours « Cocoa of excellence 2023 ». Il est qualifié de producteur d'excellence par le jury.

Les qualités particulières du cacao

togolais

Le jury a relevé les qualités particulières ci-après au cacao des lauréats togolais : cacao d'origine grâce à son intense fraîcheur et son fruité ; présente des notes de cerise et de raisins secs extrêmement bien équilibrées par une amertume et une astringence très douce ; facilite une incroyable

expérience de dégustation. Ces résultats renforcent la bonne image du Togo que le Chef de l'Etat, Faure Essozimna GNASSINGBE, a su donner à l'international. Ils sont le fruit de l'importance que le gouvernement togolais accorde à l'agriculture en général. C'est le Chargé d'Affaires a.i de l'Ambassade du Togo en Belgique, Kommabou FANDJINO, qui a représenté le Togo et réceptionné au nom des lauréats les trois prix gagnés. Les résultats de ce concours honorent une fois encore la qualité très appréciée du cacao togolais à travers le monde. Ces résultats qui rappellent le triplet déjà obtenu par le Togo lors de l'édition de 2021, viennent conforter le fait que ce qui crédibilise plus le Togo à l'international n'est pas le volume de production, mais la qualité des produits.

Un processus rigoureux



Pour l'édition 2023, Cacao of Excellence a reçu un total de 222 échantillons de fèves de cacao provenant de 52 origines participantes réparties à travers l'Afrique, l'Océan Indien, l'Asie, le Pacifique, l'Amérique centrale, les Caraïbes et l'Amérique du Sud. L'évaluation effectuée par le comité technique des 222 échantillons de masse de cacao a permis de sélection-

ner les 50 meilleurs nominés éligibles aux Prix d'Or, d'Argent et de Bronze. Ces échantillons sélectionnés ont ensuite été transformés en chocolat et soumis à l'évaluation d'un jury élargi, composé de 32 experts provenant de diverses professions telles que des chocolatiers, des spécialistes de l'évaluation sensorielle et des professionnels de l'approvisionnement en fèves de cacao.

Les lauréats Cacao of Excellence 2023 Afrique et Océan Indien

Or

Togo - SCOOPS IKPA - Komi Aziague

Argent

- Nigeria - Okongor Obasi
- Tanzanie - Kokoa Kamili - Lot Femme
- Togo - ETSONENYO - Komla Yebo

Bronze

- Cameroun - Unité Moderne de Production du Cacao d'Excellence UMOPROCAOE - Sebastien Ateba Mveng
- Congo, Rép. du - Moïse Lantoum
- Congo, Dem. Dém. du - Cacao Okapi - Mungamba
- Côte d'Ivoire - N'Dri Kacou
- Ghana - Institut de recherche sur le cacao du Ghana
- Ghana - Daniel Nti
- Ghana - Emmanuel Takyi
- Nigeria - Ehimika Emmanuel
- Togo - Kossi Guezere



COMMUNIQUE DE LA BCEAO DU 08 FEVRIER 2024

Démenti de l'article relatif à une prétendue décision de la BCEAO de modifier les textes communautaires contre les Etats qui ne sont pas membres de la CEDEAO

Dans un article paru le lundi 5 février 2024 dans certains médias, il est écrit que la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a annoncé "une modification majeure dans les relations économiques, commerciales et financières" avec le Mali, à la suite de la sortie des pays de l'Alliance des Etats du Sahel (AES) de la CEDEAO. L'article indique que la BCEAO a décidé de modifier "les textes communautaires contre les Etats qui ne sont pas membres de la CEDEAO".

Il s'agit d'une information infondée. La Banque Centrale rappelle qu'elle est l'Institut d'émission commun aux huit Etats membres de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA). En conséquence, elle n'a engagé aucune action de quelque nature qu'elle soit, portant modification des relations économiques, commerciales et financières, ou des textes communautaires de la CEDEAO.

La BCEAO invite le public à se fier uniquement aux seuls canaux de communication officiels de l'Institut d'émission. A cet égard, elle rappelle que tous ses communiqués sont publiés sur son site internet www.bceao.int.

LA BANQUE CENTRALE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST



Élections au Togo

500 mille FCFA pour législative et 200 mille FCFA pour régionale

Dans le cadre des préparatifs pour les élections législatives et régionales prévues en avril 2024, le Togo a récemment dévoilé les détails concernant les montants des cautionnements que les candidats devront verser pour participer aux scrutins. Cette mesure, qui fait partie intégrante du processus électoral, vise à garantir l'équité, la responsabilité et l'intégrité des élections.

● Hélène Martelot

Conformément aux dispositions du code électoral, le gouvernement togolais a fixé les montants des cautionnements après consultation de la Commission électorale nationale indépendante et du ministre chargé de l'administration territoriale. Pour les élections législatives, chaque candidat devra verser un cautionnement de cinq cent mille (500 000) francs CFA, tandis que pour les élections régionales, le montant s'élève à deux cent mille (200 000) francs CFA par candidat. Cette décision, prise après délibération en conseil des ministres, vise à garantir une participation équitable des candidats tout en préservant l'intégrité du processus électoral. Les montants des cautionnements ont été établis de manière à être accessibles aux candidats, tout en étant suffisamment significatifs



pour démontrer leur sérieux et leur engagement envers le processus électoral. Il est à noter que ces montants sont réduits de moitié pour les candidates, conformément à l'article 225 du code électoral. Cette mesure vise à encourager la participation des femmes dans la vie politique et à promouvoir une représentation plus équilibrée au sein des organes législatifs et régionaux. Les candidats devront s'acquitter de ces cautionnements dans les délais impartis lors du dépôt de leur candidature. En versant un cautionnement, les candidats démontrent leur enga-

gement envers le processus électoral et leur volonté de respecter les règles et les normes établies pour assurer des élections libres et transparentes. En fixant des montants de cautionnement raisonnables et équitables, le Togo réaffirme son engagement envers des élections démocratiques et transparentes. Cette mesure contribue à promouvoir l'intégrité du processus électoral et à garantir une compétition équitable entre les candidats, dans le respect des principes démocratiques et des droits fondamentaux des citoyens.

« Mercredis de l'Entrepreneur »

L'ANPGF sensibilise sur la Loi de Finances 2024 à Sokodé

Dans le cadre du tout premier numéro des « Mercredis de l'Entrepreneur », l'Agence nationale de promotion et de garantie de financement des petites et moyennes entreprises (ANPGF) a réuni entrepreneurs et dirigeants de PME autour d'un séminaire d'information et de sensibilisation. L'événement, qui s'est tenu en présentiel le jeudi 8 février à Sokodé, a mis en lumière les innovations de la Loi de Finances 2024.

● Hélène Martelot

Sous le thème « PME/PMI : Anticiper les Risques Fiscaux à l'Ère des Nouvelles Dispositions », cette initiative a pour ambition d'éclairer les participants sur les récentes mesures fiscales adoptées dans le cadre de la Loi de Finances 2024. Reportée au jeudi en raison de l'inauguration du bureau de représentation de l'ANPGF à Sokodé, cette rencontre s'inscrit dans une démarche proactive visant à prévenir d'éventuelles infractions fiscales. Pourquoi ce choix de thème ? Naka Gnassingbé de Souza, Directrice Générale de l'ANPGF, souligne l'importance cruciale de la Loi de Finances 2024 pour les opérateurs économiques. En effet, cette loi, votée le 22 décembre 2023, représente un cadre financier essentiel, avec un budget équilibré à hauteur de 2 179,1 milliards de F CFA, marquant une augmentation significative par rapport à l'exercice précédent. Ces nouvelles dispositions fiscales, qui impliquent des modifications substantielles du code général des impôts et des procédures fiscales, exigent une compréhension approfondie



de la part des entrepreneurs pour assurer leur conformité. L'ANPGF, consciente des défis que représentent ces évolutions législatives, s'engage à accompagner les entrepreneurs au-delà du cadre des « Mercredis de l'Entrepreneur ». À travers une gamme de services financiers et techniques, l'agence offre un soutien continu aux entreprises, notamment en matière de financement et de conseil. Dans cette optique, les participants ont la possibilité de s'inscrire à des sessions de formation prolongées, les « Training Days », permettant d'approfondir les sujets abordés lors des séminaires initiaux. Pour M. Coco de Souza, expert fiscal et formateur lors de cet événement, il est impératif que les entreprises, en particulier les PME, soient pleinement informées des nouvelles dispositions

législatives pour éviter toute erreur préjudiciable. Cette volonté de sensibilisation et d'accompagnement se reflète également dans les mots du maire de la commune Tchaoudjo 1, Korodowou Ahini-Mankana, qui encourage les participants à capitaliser leurs connaissances pour renforcer la compétitivité de leurs entreprises. En résumé, le premier numéro des « Mercredis de l'Entrepreneur » offre une plateforme essentielle pour informer, sensibiliser et accompagner les entrepreneurs dans un contexte législatif en évolution constante. En se dotant des outils nécessaires pour appréhender les nouvelles mesures fiscales, les participants sont mieux équipés pour anticiper les défis et saisir les opportunités dans un environnement économique en mutation.

Umoa-Titres

Le Togo recherche 25 milliards FCFA

Quelques jours après son dernier succès, le Togo retourne sur le marché financier régional. Le Trésor public vient de lancer un nouvel appel d'offres dans ce sens.

L'opération, prévue pour s'achever vendredi 16 février prochain, est une émission simultanée d'Obligations Assimilables du Trésor (OAT) et de Bons Assimilables du Trésor (BAT), visant à mobiliser 25 milliards FCFA. Les BAT sont d'un nominal de 1 million FCFA, émis sur la maturité de 91 jours et assortis de taux d'intérêt multiples. Quant aux OAT, elles sont d'un nominal de 10.000 FCFA et rémunérées aux taux de 6,15% sur la maturité de 3 ans. Selon l'appel d'offres, le Trésor public ambitionne de collecter 10 milliards FCFA via les BAT et 15 milliards à

travers les OAT. Pour rappel, le Togo a levé 52 milliards depuis le début de l'année, FCFA.

ES
BAT 91J - OAT 3A

APPEL D'OFFRES
16/02/2024
BAT et OAT

TOGO

Montant	25 milliards FCFA
Durée	91 jours - 3 ans
Taux d'intérêt	Multiples - 6,15%
Prix	Multiples
Dépôt des soumissions	Vendredi 16 Février 2024 à 10h30mn TU (Heure limite)

www.umoatitres.org

Source : FMI ; World economic outlook ; dernières données disponibles ; (e) estim. Le Togo en chiffres ; mondiale du commerce (OMC) ; dernières données disponibles

Principaux pays partenaires du Togo	
Principaux clients (% des exportations)	Principaux fournisseurs (% des importations)
Burkina Faso 13,8	Chine 20,3
Mali 13,0	France 8,6
Bénin 10,0	Inde 7,5
Niger 8,5	Ghana 5,6
Ghana 8,1	Japon 4,3
Inde 7,5	Nigeria 3,6
Côte d'Ivoire 6,4	Allemagne 3,5

Indicateurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020
Commerce extérieur (en % du PIB)	66,9	58,1	56,7	54,4	52,9
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-965	-644	-782	-757	n/a
Balance commerciale (services inclus) (millions USD)	-822	-502	-626	596	n/a
Importations de biens et services (franchise annuelle en %)	1,0	-11,4	5,3	1,4	0,8
Exportations de biens et services (franchise annuelle en %)	6,7	-0,7	2,0	2,1	-4,7
Importations de biens et services (en % du PIB)	40,8	32,9	32,7	31,3	31,1

Solde courant externe (en % du PIB)		Réserves de change zone UEMOA (en équivalent mois d'importations de biens et services)	
2020	-3,3 %	2020	5,8
2021	-5,9 %	2021	5,3
2022	-1,1 %	2022	4,5
2023	-1,7 %	2023	4,5

Profil commercial					
Valeurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020
Importations de biens (millions USD)	2.382	1.878	2.116	2.681	2.166
Exportations de biens (millions USD)	1.290	1.016	1.080	1.055	1.008
Importations de services (millions USD)	397	427	464	447	407
Exportations de services (millions USD)	530	531	589	576	451

Togo / Conseil des ministres du 8 février 2024

Tout sur l'organisation des élections législatives et régionales de 2024

Le chef de l'État, Faure Essozimna Gnassingbé a présidé ce jeudi 8 février 2024, le Conseil des ministres. Au cours des travaux, le conseil a examiné et adopté sept projets de décret dont six relatifs à l'organisation des élections législatives et régionales de 2024 et écouté une communication.

COMPTE RENDU DU CONSEIL DES MINISTRES DU JEUDI 08 FÉVRIER 2024



1. Le conseil des ministres s'est réuni ce jeudi 08 février 2024, sous la présidence de Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE, Président de la République.

2. Le conseil a examiné sept (07) projets de décret et écouté une communication.

I. Au titre des projets de décret,

– Le conseil a examiné et adopté six (06) décrets relatifs à l'organisation des élections législatives et régionales de 2024.

3. Le premier porte répartition des sièges des députés à l'Assemblée nationale.

4. La loi organique n°2024-002 du 31 janvier 2024 a porté le nombre des députés à l'Assemblée nationale de 91 à 113. En application de cette loi, un décret doit être pris pour procéder à la répartition des sièges de députés en fonction des circonscriptions électorales.

5. Tenant compte de l'érection de chaque préfecture en circonscription électorale et des critères géographiques, démographiques et spécifiques, le décret adopté ce jour porte le nombre de circonscriptions électorales de 30 à 39, d'une part, et, d'autre part, répartit les 113 sièges par circonscription électorale.

6. Le deuxième décret fixe la date des élections législatives et régionales et convoque le corps électoral pour lesdites élections.

7. L'organisation des élections législatives et régionales de cette année 2024 a nécessité la modification du code électoral pour inclure des dispositions permettant la tenue de scrutins multiples.

8. Ainsi, conformément aux dispositions du code électoral et au regard du chronogramme proposé par la Commission électorale nationale indépendante, le Conseil des ministres a fixé la date des élections législatives et régionales au samedi 13 avril 2024, et convoqué, en conséquence, le corps électoral pour lesdites élections.

9. Le troisième fixe les montants du caution-

nement à verser pour les élections législatives et régionales de 2024.

10. Le code électoral fait obligation à tout candidat de verser au trésor public un cautionnement dont le montant est fixé par décret en conseil des ministres, sur proposition conjointe de la Commission électorale nationale indépendante et du ministre chargé de l'administration territoriale.

11. Pour les élections législatives et régionales de 2024, le montant du cautionnement est fixé à cinq cent mille (500.000) francs CFA par candidat, pour les candidats aux élections législatives, et à deux cent mille (200.000) francs CFA par candidat, pour les candidats aux élections régionales.

12. Conformément à l'article 225 du code électoral, ces montants sont réduits de moitié pour les candidates aux deux élections.

13. Le quatrième décret porte ouverture et clôture de la campagne électorale pour les élections législatives et régionales de 2024.

14. Le code électoral, notamment en son article 68, prévoit la fixation de la date d'ouverture et de clôture de la campagne électorale.

15. Ainsi, pour les élections législatives et régionales du 13 avril 2024, la campagne électorale est ouverte le jeudi 28 mars 2024 à zéro heure et prend fin le jeudi 11 avril 2024 à 23h 59min.

16. Le cinquième porte vote par anticipation des membres des forces de défense, forces de sécurité, forces paramilitaires et réserve opérationnelle, pour les élections législatives et régionales de 2024.

17. Le code électoral prévoit la possibilité pour les forces armées et de sécurité d'exprimer leur vote avant la date fixée pour le scrutin, en vue de leur permettre d'assurer la sécurité des citoyens durant le vote.

18. Tenant compte du contexte sécuritaire régional et de ses incidences, notamment dans la région septentrionale, et au regard de l'impératif de maintenir la paix et la quiétude des populations durant les opérations de vote pour les élections législatives et régionales de 2024, le décret fixe la date du vote par anticipation des membres des forces de défense, forces de sécurité, forces paramilitaires et réserve opéra-

tionnelle, à soixante-douze (72) heures avant le jour du vote général.

19. Le sixième décret crée la « Force Sécurité Elections Législatives et Régionales 2024 » (FOSELR 2024).

20. En vue de garantir la sécurité et de préserver un climat de paix et de sérénité sur l'ensemble du territoire national avant, pendant et après les élections législatives et régionales de 2024, il est créé une force intégrée dénommée « Force Sécurité Elections Législatives et Régionales (FOSELR) 2024 », placée sous la supervision de la commission électorale nationale indépendante (CENI) et le commandement opérationnel du ministère chargé de la sécurité.

21. La Force Sécurité Elections Législatives et Régionales 2024 est composée des forces de défense et de sécurité : police nationale, gendarmerie nationale et réserve opérationnelle.

22. Son organisation décentralisée tient compte du plan de maillage du territoire par les forces de sécurité, et pourra être ajustée en fonction des circonstances.

– Le conseil des ministres a examiné et adopté un septième décret réorganisant l'agence de solidarité nationale.

23. Créée par décret du 5 février 1992, l'Agence de solidarité nationale (ASN) fait aujourd'hui face à des contraintes d'ordre opérationnel et à des défis liés à son efficacité et à sa gestion.

24. Sa mission de service public demeure toutefois pertinente et nécessaire pour contribuer à la gestion des situations d'indigence et de vulnérabilité, conformément à la politique de solidarité et d'inclusion sociale de la feuille de route gouvernementale.

25. Le décret adopté par le Conseil des ministres vise à doter l'agence des organes de gouvernance conformes à son statut d'établissement public administratif à caractère social, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière et administrative, d'une part, et, d'autre part, à permettre la mise en œuvre de réformes pour lui assurer un fonctionnement optimal et une efficacité réelle sur le terrain.

II. Au titre de la communication,

26. Le ministre de l'économie et des finances a rendu compte au Conseil des ministres des discussions en cours avec le Fonds monétaire international, à la suite de l'accord au niveau des services intervenu en décembre dernier sur les politiques économiques et les réformes à soutenir dans le cadre d'un nouvel accord en cours d'approbation, au titre d'une facilité élargie de crédit.

27. Le chef de l'État a instruit le gouvernement de veiller à préserver les acquis de développement nationaux, à maintenir le cap des progrès enregistrés tout en demeurant attentif à la satisfaction des besoins des populations.

28. À ce titre, le programme avec le Fonds monétaire international prendra en compte les aspirations profondes des populations à l'issue des élections législatives et régionales de 2024.

29. Après ces échéances électorales qui donnent aux populations l'occasion d'exprimer leurs besoins les plus pressants, le gouvernement définira de nouvelles orientations budgétaires, qui s'appuieront sur la déclaration de politique générale.

Fait à Lomé, le 08 février 2024
Le Conseil des Ministres

Start-ups

AXIAN Investment renforce sa présence en Afrique

AXIAN Investment, investisseur corporate de premier plan engagé dans le soutien aux start-ups africaines, annonce des investissements dans le capital de deux nouvelles entreprises. Avec Bfree, AXIAN confirme sa volonté de continuer d'investir au Nigéria.

● Wilson Lawson

Le deal signé avec Revfin, une plateforme de prêt innovante en Inde, est le dernier d'une série d'investissements directs stratégiques réalisés ces derniers mois. A travers ces investissements, AXIAN continue de jouer un rôle pour dynamiser l'écosystème entrepreneurial et l'innovation en Afrique, parfaitement aligné avec la vision du PNUD qui a récemment lancé l'initiative 'Timbuktoo' à Davos. Comptant désormais 18 start-ups dans son portefeuille CVC, AXIAN Investment poursuit sa stratégie ancrée sur le long terme et finalise actuellement d'autres prises de participation avec des start-ups tout aussi innovantes, soutenant ainsi l'objectif d'impact positif et de valeurs partagées du Groupe. Pour 2024, AXIAN Investment prévoit une croissance et une innovation continues au sein de l'écosystème des start-ups africaines et jouera un rôle clé pour le soutenir. Les opérations avec Bfree et Revfin s'inscrivent dans une série d'investissements stratégiques visant à élargir le portefeuille d'AXIAN In-



vestment. Hassane Muhieddine, CEO du pôle AXIAN Financial Services, a déclaré : « Nous poursuivons notre stratégie initiale en investissant dans l'écosystème promoteur de la tech en Afrique. Nos investissements en 2023 témoignent de notre engagement à soutenir des initiatives innovantes qui adressent les défis cruciaux du continent et dans le monde. Nous croyons au potentiel de ces start-ups à avoir un impact durable, et nous nous réjouissons de pouvoir développer nos partenariats dans les années à venir. » AXIAN Investment est mandaté pour gérer les investissements du groupe AXIAN à la fois dans des fonds de Private Equity et Venture Capital, mais aussi dans le capital de jeunes entreprises du secteur technologique en Afrique. A travers ses deux activités, AXIAN Investment va soutenir, directement et indirectement, des entreprises à différents stades de maturité.

Présent dans 68 pays et 225 entreprises fin 2023, dont 34 pays et 103 entreprises en Afrique, AXIAN Investment se positionne comme un investisseur africain de premier plan. AXIAN est un Groupe panafricain présent dans 14 pays et spécialisé dans 5 secteurs d'activité à fort potentiel de croissance : télécoms, services financiers, énergie, immobilier et open innovation. AXIAN agit en partenaire de la transformation socio-économique des pays dans lesquels il opère. Avec l'ensemble de ses 7500 collaborateurs audacieux et passionnés, il s'assure systématiquement de l'impact durable et positif de ses activités sur le quotidien de millions d'Africains. Le Groupe AXIAN fait partie de l'initiative Global Compact des Nations Unies et s'engage à intégrer ses 10 principes au cœur de ses stratégies et activités, présentes et futures.

Afrique de l'Ouest

L'industrie norvégienne du saumon menace les moyens de subsistance

Le rapport souligne que la quantité de poissons utilisée pour produire l'huile servant à nourrir les saumons dans les fermes aquacoles au Norvège aurait pu répondre aux besoins annuels de 2,5 à 4 millions de personnes en Afrique de l'Ouest.

L'industrie norvégienne du saumon d'élevage entraîne une perte des moyens de subsistance et des problèmes de malnutrition en Afrique de l'Ouest en privant les populations locales d'énormes quantités de poissons sauvages, selon un rapport publié le 10 janvier par l'ONG Feedback Global et une coalition d'organisations ouest-africaines et norvégiennes. Intitulé « Blue Empire : How the Norwegian salmon industry extracts nutrition and undermines livelihoods in West Africa », le rapport précise que les entreprises spécialisées dans la production du saumon d'élevage, dont la majorité sont basées au Norvège, extraient près de 2 millions de tonnes de poissons sauvages chaque année pour nourrir les saumons en élevage, selon des données relatives à l'année 2020. Ces volumes considérables représentent environ 2,5 % des captures mon-

diales de pêche marine. Une bonne partie de ces poissons sauvages est capturée dans la zone de pêche 34 de l'Atlantique Centre-Est définie par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (« FAO 34 »), une zone située au large de la côte ouest de l'Afrique et qui s'étend du détroit de Gibraltar jusqu'à l'embouchure du fleuve Zaïre. Il s'agit de poissons largement consommés dans la région, tels que l'anchois, la sardine, le sprat et le hareng, le reste étant constitué de poissons essentiels à l'écosystème marin, comme le lançon. La majorité de ces petits poissons très nutritifs sont transformés en huile de poisson, un ingrédient clé de l'alimentation des saumons d'élevage, ainsi qu'en farine de poisson.

Divulguer les sources d'approvisionnement

Le rapport souligne également que la baisse des stocks

des poissons ciblés menace les moyens de subsistance des acteurs du secteur de la pêche artisanale comme les pêcheurs, les transformateurs et les poissonniers. Le déclin des populations de poissons dans la région alimente les tentatives d'émigration clandestine vers l'Europe et les catastrophes humaines qui les accompagnent. L'épuisement des ressources halieutiques dans les zones de pêche traditionnelles favorise aussi les migrations des pêcheurs entre les États côtiers de la région, qui peut être une source de conflits entre les pays. Les principaux responsables de cette situation sont les quatre géants de l'alimentation animale, MOWI, Skretting, Cargill et Biomar, qui fournissent près de 100% des aliments utilisés par les producteurs norvégiens de saumon d'élevage.

Avec Agence Ecofin

Climat

Les objectifs de la nouvelle Société de garantie, dédiée aux pays du Sud

La Société de garantie verte (GGC) a été lancée récemment à la Bourse de Londres (LSE). Cette société garantira les prêts verts et autres obligations vertes émises pour le financement climatique dans les pays en développement, notamment en Afrique.

Un nouveau mécanisme financier est lancé pour catalyser la finance climatique dans le monde. Il s'agit de la Société de garantie verte (GGC) dont les opérations ont été lancées récemment à la Bourse de Londres (LSE). C'est une initiative du Development Guarantee Group, qui a été cofondé avec la société d'investissement hollandaise Cardano Development. La société cotée à la LSE vise à garantir 5 milliards de dollars de financement climatique dans les pays en développement d'ici à 2035. Pour ce faire, la GGC compte sur la contribution de plusieurs partenaires au développement actifs dans les pays du Sud. C'est le cas du Foreign Commonwealth & Development Office (FCDO) du Royaume-Uni par l'intermédiaire de son programme Mobilist, du Fonds vert pour le climat (FVC), de la Nigeria Sovereign Investment Authority (Nsia), de l'Agence des États-Unis pour le développement international (Usaid) à travers son initiative Prosper Africa et de Norfund.

Les premiers pays bénéficiaires en

Sûreté et la sécurité

Motorola Solutions s'associe à Google Cloud pour améliorer la

Motorola Solutions et Google Cloud ont annoncé un accord stratégique pluriannuel qui se concentrera sur les solutions cloud innovantes à travers les technologies de sûreté et de sécurité de Motorola Solutions.

● Nicole Esso

Grâce à l'infrastructure de Google Cloud, Motorola Solutions donnera la priorité à l'avancement de l'intelligence d'assistance, y compris la diffusion de contenu vidéo, la cartographie et les capacités d'IA hautement précises et fiables, pour aider à relever les défis de sécurité du monde réel. « Des communautés aux entreprises, nos clients comptent sur nous pour les aider à créer un avenir plus sûr », a déclaré Mahesh Sapharishi, vice-président exécutif et directeur de la technologie de Motorola Solutions. « Cette collaboration exploitera la puissance des capteurs, des données et de l'IA pour contribuer à rendre la sûreté et la sécurité plus accessibles et plus exploitables. » Motorola Solutions prévoit de déployer les fonctionnalités nouvellement développées



Afrique

Dans un premier temps, ces institutions de financement du développement injecteront 100 millions de dollars dans la nouvelle société de garantie. La GGC « se concentrera d'abord sur le crédit privé et le marché des obligations vertes du LSE, mais prévoit de s'étendre à d'autres grandes places boursières. Elle cherchera à lever des capitaux supplémentaires auprès du secteur privé au fur et à mesure qu'elle développera ses opérations », indique le FVC. La société garantira les investissements dans les infrastructures, notamment dans les secteurs des énergies renouvelables (et alternatives), les transports durables, etc. Les premières garanties seront accordées « en priorité aux émetteurs des pays éligibles à l'aide publique au développement en Afrique,

en Asie et en Amérique latine », annonce le FVC. Parmi ces pays figurent le Kenya et l'Égypte pour l'Afrique, l'Inde, l'Indonésie, le Vietnam et les Philippines pour l'Asie, et le Brésil en Amérique latine. Dans le cadre de sa mission, la GGC aidera « les emprunteurs à fournir des rapports de qualité sur l'impact climatique des obligations vertes et des prêts qu'elle garantit », indique la FVC. La nouvelle société travaillera avec les émetteurs pour « renforcer leur capacité à fournir des rapports de qualité et cohérents afin de contribuer à faire des obligations et des prêts verts des pays en développement, une classe d'actifs attrayante méritant des allocations plus importantes dans les portefeuilles de dette climatique mondiale », indique le Fonds vert pour le climat.

Avec Afrik21



dans ses solutions de sécurité cloud en croissance rapide, notamment Avigilon Alta, une suite vidéo entièrement cloud natifs qui permet la sécurité d'entreprise pour les organisations de toutes tailles. « Qu'il s'agisse de permettre une meilleure protection des écoles, d'identifier une activité inhabituelle dans les entreprises ou de sécuriser plus efficacement des événements à grande échelle, la visibilité et la sensibilisation en temps réel sont fondamentales pour les résultats en matière de sécurité publique et de sécurité

des entreprises », a déclaré Sapharishi. « Motorola Solutions fait depuis longtemps preuve de leadership dans l'innovation de technologies qui protègent les communautés et les entreprises », a déclaré Will Grannis, vice-président et directeur de la technologie de Google Cloud. « Ensemble, nous canaliserons nos dernières avancées en matière de cloud pour soutenir l'attention accrue portée par Motorola Solutions aux innovations en matière de sûreté et de sécurité via le cloud.

vendredi 9 février 2024

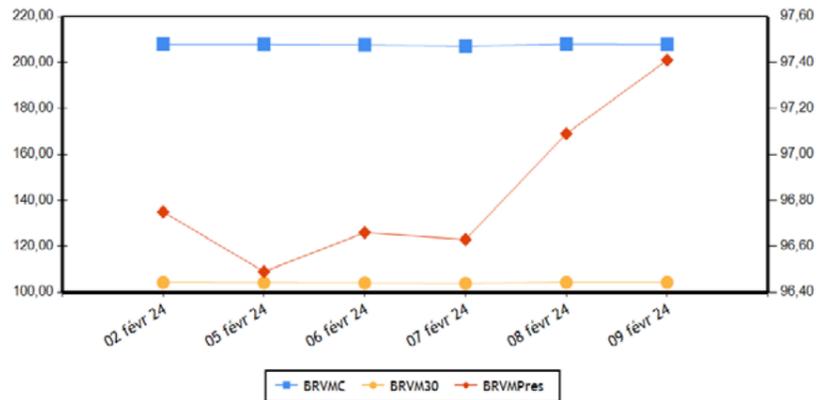
N° 29

BRVM COMPOSITE	207,86
Variation Jour	-0,02 %
Variation annuelle	-2,94 %

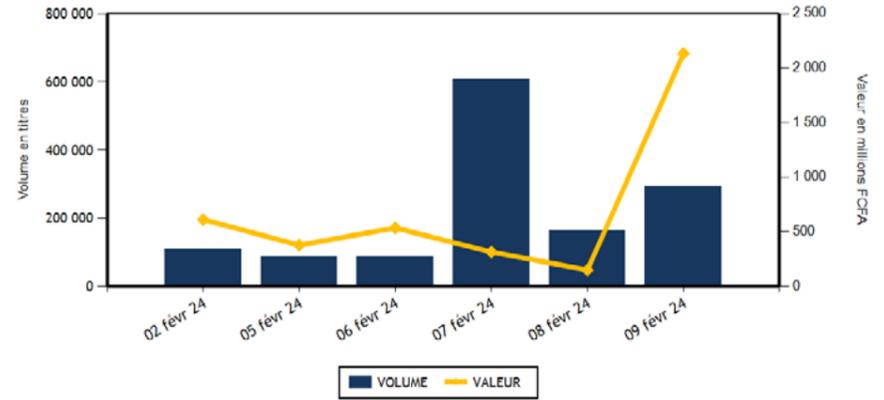
BRVM 30	104,31
Variation Jour	0,00 %
Variation annuelle	-3,28 %

BRVM PRESTIGE	97,41
Variation Jour	0,33 %
Variation annuelle	-4,00 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	7 732 857 321 571	-0,03 %
Volume échangé (Actions & Droits)	89 911	-45,13 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	127 181 390	-13,32 %
Nombre de titres transigés	37	-5,13 %
Nombre de titres en hausse	13	8,33 %
Nombre de titres en baisse	9	28,57 %
Nombre de titres inchangés	15	-25,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
FILTISAC CI (FTSC)	1 800	5,57 %	-2,17 %
TOTAL SN (TTLS)	2 390	4,82 %	-4,40 %
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	2 090	4,50 %	10,00 %
CIE CI (CIEC)	1 690	2,42 %	-0,59 %
SMB CI (SMBC)	10 240	2,40 %	-2,75 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	97,41	0,33 %	-4,00 %	12 364	42 697 530	6,99
BRVM-PRINCIPAL	36	101,59	-0,14 %	-2,28 %	77 547	84 483 860	12,61

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	101,32	0,68 %	0,29 %	6 886	16 643 480	38,78
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	513,71	-0,11 %	-3,34 %	4 694	22 178 505	8,22
BRVM - FINANCES	15	83,92	-0,04 %	-2,89 %	60 451	59 048 945	6,56
BRVM - TRANSPORT	2	359,60	0,00 %	8,65 %	1 787	2 549 850	7,97
BRVM - AGRICULTURE	5	158,18	0,27 %	-2,09 %	1 734	8 371 230	7,08
BRVM - DISTRIBUTION	7	305,91	-0,48 %	-6,79 %	14 359	18 389 380	10,89
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 054,97	0,00 %	-5,00 %	0	0	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	10,19
Taux de rendement moyen du marché	8,55
Taux de rentabilité moyen du marché	10,25
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	135
Volume moyen annuel par séance	301 803,00
Valeur moyenne annuelle par séance	686 562 880,41

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	9,35
Ratio moyen de satisfaction	61,21
Ratio moyen de tendance	654,74
Ratio moyen de couverture	15,27
Taux de rotation moyen du marché	0,01
Prime de risque du marché	4,06
Nombre de SGI participantes	26

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'État

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma
 Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01
 Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85
 Fax : +225 20 32 66 84
 E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

PAYS DE L'UEMOA



Bourse

Wall Street touche pour la première fois les 5.000 points

Ce vendredi, le S&P500, principal indice de la Bourse américaine a atteint les 5.000 points pour la première fois de son histoire. Un nouveau record qui vient en grande partie de l'envolée des cours des grandes valeurs technologiques, après leurs publications de résultats très positives ces dernières semaines.

Les arbres grimperaient donc jusqu'au ciel, n'en déplaise à l'adage boursier. Le S&P500, principal indice de la Bourse américaine a atteint 5.007 points, ce vendredi vers 17h30 (heure de Paris). L'indice, qui vole de records en records depuis la mi-janvier, évolue donc au-dessus des 5.000 points symboliques pour la première fois de son histoire. A noter, ce seuil, plus psychologique que technique pour les traders, avait été franchi brièvement la veille, une minute avant la clôture. Mais finalement le S&P 500 avait clos à moins de trois points du sommet, à 4.997,91 points (+0,06%).



la performance (hors dividende) de l'indice S&P 500, alors qu'ils ne représentaient qu'à peine 30 % de l'indice (plus du tiers aujourd'hui). En cumulant les résultats, les Gafam, les « 7 magnifiques », sans Nvidia et Tesla) ont dégagé des bénéfices stratosphériques de plus 100 milliards de dollars en trois mois.

coût des crédits et plombant les valorisations des sociétés. Mais dorénavant, les investisseurs ont les yeux rivés sur une baisse des taux qui devrait survenir en 2024. Fin janvier, une gouverneure de l'institution a tout de même jugé qu'il était encore trop tôt pour envisager un tel revirement.

Une Bourse américaine très chèrement valorisée

Le sourire qui se lit sur le visage des actionnaires doit cependant être regardé avec recul. Car la hausse des cours est allée très vite. « On notera qu'à 4.997 points, l'indice S&P 500 est déjà supérieur de 2,8 % à l'objectif de cours moyen, à la fin de l'année 2024 fixé par les stratégies de Wall Street (4.861) », rappelle notamment le spécialiste en marchés financiers et directeurs chez la banque Mirabaud, John Plassard, dans une note.

(Avec AFP)

Les géants de la tech dopent la finance américaine

La très bonne santé de la Bourse américaine s'explique avant tout par l'annonce des bénéfices colossaux réalisés en 2023 par ses entreprises, au premier desquels se tiennent les grandes valeurs technologiques. Les « 7 magnifiques » (pour Apple, Amazon, Alphabet, Microsoft, Meta, Nvidia et Tesla) ont affiché en moyenne des hausses de bénéfices à deux chiffres l'année dernière. Sur-tout, ces sept géants technologiques ont contribué l'an dernier à plus de 90% de

L'espoir de la baisse des taux directeurs

Autre facteur expliquant les nouveaux records de Wall Street : l'optimisme des investisseurs sur une baisse des taux directeurs à venir. Lors de sa dernière réunion, fin décembre, la Réserve fédérale a maintenu ses taux directeurs dans la fourchette de 5,25-5,50%, après les avoir relevés à 11 reprises face à la forte inflation, consécutive à la reprise post-pandémie de Covid, et à la guerre en Ukraine. Une hausse qui a nuit aux valeurs cotées, en renchérissant le

Economie

Moody's abaisse la note d'Israël

Les conséquences du conflit avec le Hamas palestinien sur l'économie de l'Etat hébreu ont conduit l'agence de notation américaine à baisser d'un cran la note de la dette souveraine d'Israël d'un cran, à A2, avec perspective négative.

Transformée depuis l'attaque terroriste du Hamas sur le sol israélien le 7 octobre en économie de guerre, l'Etat hébreu a vu l'agence de notation américaine Moody's abaisser vendredi d'un cran la note de sa dette souveraine, à A2. La décision est assortie d'une perspective négative, ce qui signifie qu'elle pourrait l'abaisser de nouveau dans les mois à venir. « Le principal facteur » de cette baisse, précise Moody's dans son communiqué, est l'évaluation « selon laquelle le conflit militaire en cours avec le Hamas, son contre-coup et ses conséquences plus larges augmentent sensiblement le risque politique pour Israël et affaiblissent ses institutions exécutives et législatives ainsi que sa solidité budgétaire ». C'est



la première fois qu'Israël connaît une dégradation de sa note à long-terme, indique l'agence Bloomberg.

Un émetteur considéré comme solide

Elle était auparavant A1, et, dégradée d'un cran, passe à A2. Ces deux notes sont toutefois attribuées à des émetteurs considérés comme solides. Moody's avait placé la note d'Israël sous surveillance le 19 octobre, 12 jours après l'attaque du Hamas et le déclenchement de la guerre. « Bien que les combats à Gaza puissent diminuer en intensité ou s'arrê-

ter, il n'existe actuellement aucun accord pour mettre fin aux hostilités de manière durable ni aucun accord sur un plan à plus long terme qui rétablirait pleinement et, à terme, renforcerait, la sécurité d'Israël », relève l'agence. Elle fait également état de « l'affaiblissement de l'environnement sécuritaire », qui « implique un risque social plus élevé », ainsi que « des institutions exécutives et législatives plus faibles ». Le conflit a également des conséquences sur les finances publiques d'Israël, qui « se détériorent », ajoute Moody's.

(Avec AFP)

L'éco en bref

La Banque de France anticipe une légère hausse du PIB au 1er trimestre

La Banque de France a indiqué jeudi anticiper une légère croissance de 0,1% à 0,2% de l'activité économique française au premier trimestre par rapport aux trois mois précédents, soutenue par l'industrie manufacturière et les services sur fond de désinflation. Après un quatrième trimestre 2023 marqué par une stagnation du pro-

duit intérieur brut (PIB), « il y a une conjoncture ralentie, mais nous allons échapper au scénario noir que certains redoutaient », a déclaré le

gouverneur de la Banque de France, François Villeroy de Galhau, au journal Ouest-France, excluant une récession, «sauf choc».



Disney dépasse les attentes avec 2,15 milliards de dollars de bénéfice net trimestriel

Disney a ravi le marché mercredi avec un bénéfice net trimestriel de 2,15 milliards de dollars, supérieur aux attentes, des pertes réduites dans le streaming et l'annonce d'une prise

de participation chez Epic Games, l'éditeur de Fortnite. Le titre du géant du divertissement prenait plus de 7% lors des échanges électroniques après la clôture de la Bourse de New York mercredi. Le groupe californien

a réalisé 23,55 milliards de dollars de chiffre d'affaires pour la période d'octobre à décembre, le premier trimestre de son exercice décalé, un résultat quasi identique à celui d'il y a un an, d'après son communiqué de résultats.

Worldline envisage une réduction de 8% de ses effectifs dans le monde

Le groupe français de paiements Worldline envisage des suppressions de postes concernant jusqu'à 8% de ses 18'000 collaborateurs dans le monde, soit plus de 1400 postes, a-t-elle annoncé mercredi dans un communiqué. L'entreprise a indiqué vouloir «privi-

légier le dialogue social et a initié des processus sociaux

avec les représentants du personnel».



Sam Altman cherche des billions de dollars

Le patron d'OpenAI, Sam Altman, veut lever des milliards de dollars pour réorganiser l'industrie mondiale des semi-conducteurs, et s'est entretenu avec de potentiels investisseurs dont le gouvernement émirati, a rapporté jeudi le Wall Street Journal (WSJ). OpenAI a participé à «des discussions productives autour du développement

de l'infrastructure mondiale et des chaînes d'approvisionnement pour les puces, l'énergie et les data centers», selon une porte-parole de l'entreprise interrogée par le quotidien, ajoutant qu'OpenAI «continuera à tenir le gouvernement américain informé». Le quotidien estime que le coût total de la réalisation du projet de Sam Altman pourrait atteindre quelque 7000 milliards de dollars (6100 milliards de francs).

Sam Altman chercherait à résoudre certains des plus grands défis auxquels fait face le secteur de l'intelligence artificielle en pleine expansion, notamment une pénurie de puces informatiques coûteuses nécessaires pour faire fonctionner les grands modèles de langage comme ChatGPT, logiciel d'intelligence artificielle générative dont OpenAI est propriétaire.

2023, «année difficile» pour Kering qui a vu son bénéfice et ses ventes baisser

Le groupe de luxe Kering, qui depuis plusieurs mois se réorganise autour de sa marque phare Gucci, a annoncé jeudi un bénéfice net en recul de 17% et des ventes en baisse de 4% en 2023, qualifiée d'«année difficile» par son PDG François-Henri Pinault. Pour 2023, le bénéfice net du groupe qui

possède les marques Gucci, Yves Saint Laurent, Bottega Veneta et Balenciaga, s'est élevé à 2,98 milliards d'euros et ses ventes, à 19,57 milliards d'euros. «Nos performances n'ont pas été à la hauteur de nos attentes, une fois de plus», a déclaré le PDG François-Henri Pinault lors d'une présentation des résultats aux analystes. «J'ai décidé, avec notre équipe

de direction, que malgré l'environnement incertain actuel, nous ne devrions pas réduire nos investissements dans l'avenir», a-t-il expliqué. «Cela exercera une certaine pression sur nos résultats à court terme, mais nous sommes déterminés à faire en sorte que cette douleur à court terme porte ses fruits à long terme», a-t-il ajouté.

Sélection AFP & REUTERS

Liste des événements à caractère économique de 2024

EVENEMENTS	PERIODE	LIEUX / CONTACTS	ORGANISATEURS
9 ^{ème} édition du Salon International de la Pêche et de l'Aquaculture	08 au 11 février 2024	Oran, Algérie +213 20 30 56 54/ 213 5 55 57 80 16 Email : spia@capaalgerie.com https://www.capaalgerie.com	Gouvernement Algérien
14 ^{ème} Salon méditerranéen de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	15 au 19 mai 2024	Palais des Foires Sfax (Tunisie) +216 74228770 / 28 610 000/01 www.smamedfood.com	Sfax International Fair Association
3 ^{ème} édition du Forum International de l'Intermédiation, du Numérique et de l'Innovation (FONI 2024)	16 au 17 mai 2024	Hôtel 2 février Lomé/Togo +228 93 03 36 36 / +228 97 67 30 30 +228 22 20 38 41 INSCRIPTIONS@FONI.AFRICA WWW.FONI.AFRICA	Afrik Créances
9 ^{ème} édition du Salon « PETROAFRICA »	25 au 28 juin 2024	El Kram expo center, Tunisie Email : besma@petroafrica.org www.petroafrica.org Tél : +216 22 310 729 / +216 54 246 752	XTRADE For Events Secteur : Pétrole, Gaz, Energie
Salon international du Transport et de la Logistique « Logistica Africa 2024 »	25 au 28 juin 2024	Centre Main Bowi de Tafawa Balewa Square à Lagos, Nigéria kayodesoguntuase@yahoo.co.uk +234 81 328 37 393	Chambre de Commerce et d'Industrie de Lagos, Nigéria
1 ^{ère} édition du Forum Economique et Culturel des Africains Francophones de l'Amérique (FECAF 2024)	15 au 17 août 2024	New-York (USA) +1 (347) 908-1527 / +1(845)288-0858 (+225) 27 22216 801	Obled Corporation 259 Wintrop St, Brooklyn NY11225 et Findeo (Côte d'Ivoire)
2 ^{ème} édition du Salon des Séniors	07 au 09 novembre 2024	Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCI-BENIN) +229 97 09 64 17 / +229 60 91 78 00 Email : leconomistbenin1@gmail.com www.leconomistbenin.com	L'Economiste du Bénin
Africa Ceo Forum Rendez-vous annuel du secteur privé africain	16 au 17 mai 2024	Kigali Rwanda Email : register@theafricaceoforum.com partners@theafricaceoforum.com tél : +221 33 889 21 06	IFC Jeune Afrique Média Group

NB : Pour la publication de vos événements Foire, Salon, journées porte ouverte dans la présente rubrique, veuillez contacter le 60917800/69190880

Email : leconomistbenin1@gmail.com

Site web : www.leconomistbenin.com

HOROSCOPE finance

Bélier La planète Jupiter vous protégera contre tout problème financier. Elle pourrait même vous rendre chanceux aux jeux de hasard, à condition toutefois que vous n'engagiez pas de grosses sommes ; n'oubliez pas de consulter votre nombre de chance. Des rentrées d'argent imprévues sont possibles et même probables.

Taureau Dans le domaine financier, les beaux aspects qui vous entourent protégeront votre vie matérielle ou tendront à l'améliorer de manière importante. Vous saurez consolider votre patrimoine, investir dans des valeurs sûres. Cette journée, surtout pour les natifs du deuxième décan, sera parsemée de possibilités d'associations nouvelles, de satisfactions légales, de contrats signés, d'engagements qui vous avantagent.

Gémeaux En matière financière, ne vous laissez pas tenter par des affaires qui font espérer de gros bénéfices mais qui offrent peu de garanties. Refusez catégoriquement de mettre des fonds dans les affaires sur lesquelles vous n'avez pas un droit de regard permanent.

Cancer Les astres ne vous faisant pas de cadeau sur le plan financier aujourd'hui, vous devrez concentrer vos efforts en vue d'améliorer votre situation. Vous avez les qualités requises pour y arriver. Cependant, attention à ne pas compromettre vos chances en recourant à n'importe quel procédé. Soyez raisonnable ; et surtout ne vous jouez pas des lois, car cela ne vous amènerait que des ennuis.

Lion Malgré vos terribles envies actuelles de dépense, dont quelques-unes sont d'ailleurs parfaitement légitimes, songez à faire des économies. Cela est plus facile à dire qu'à exécuter, bien entendu ! Gardez malgré tout un oeil vigilant sur votre compte en banque ! Si vous commettez des imprudences aujourd'hui, les conséquences en seront extrêmement graves et votre avenir immédiat ne sera plus qu'un cauchemar.

Vierge Si vous n'êtes pas trop gourmand sur le plan financier, tout ira bien. Modérez votre tendance naturelle à la mégalo-manie, au glamour, et vous pourrez maintenir une vitesse de croisière. Problèmes immobiliers probables, mais le temps travaillera pour vous.

Balance Sous l'influence d'Uranus, vous pourriez bénéficier d'une rentrée d'argent aussi intéressante qu'inattendue. Il reste cependant qu'avec Neptune en aspect dysharmonique vous risquez d'être mal conseillé si vous choisissez de placer cette somme. Pour vous éviter une déconvenue, ce sera le moment de faire appel à votre sens inné de gestion, ce qui, sous de tels auspices, ne sera pas facile.

Scorpion Il pourra se passer aujourd'hui bien des choses sur le front financier. Au positif, les planètes vous pousseront à prendre des décisions importantes. Mais attention, comme il y aura des configurations négatives, vous devrez vous méfier de votre impulsivité. Ce ne sera pas le moment de prendre des risques. Vous vous en sortirez sans dommage si vous prenez le temps de planifier à long terme.

Sagittaire La Lune et Pluton favoriseront vos finances. Quelques natifs profiteront même de l'influence de ces planètes pour réorganiser leurs investissements et placements avec une exceptionnelle lucidité. Mais attention, tout de même, à ne pas prendre trop de risques. Ces deux planètes ne sont pas, par nature, très positives, et des contrecoups sont donc possibles pour ceux d'entre vous qui se montreront trop dépensiers ou imprudents.

Capricorne Ce n'est pas dans votre style que de gérer votre situation matérielle en effectuant des placements de père de famille ! Vous continuerez à préférer les coups de poker et les opérations financières risquées mais qui peuvent rapporter gros. L'audace sera encore payante cette fois !

Verseau La planète Saturne bien positionnée dans votre Ciel apportera aux natifs du signe la certitude d'une vie matérielle sans souci et même très confortable. Seuls ceux qui sont du troisième décan pourront avoir quelques problèmes concernant le patrimoine, les héritages et les successions ; mais ils sauront défendre leurs intérêts avec la dernière âpreté.

Poisson Prenez le taureau par les cornes en cas de difficultés pécuniaires. Des arrangements semblent possibles, mais à condition de faire face. La pire erreur serait de ne pas répondre aux appels de vos créanciers.

L'économiste du Togo
Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : 199 Angle rue Ayissou, Totsi, Lomé
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Junior AREDOLA

Vivien ATAKPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE



CAISSE RÉGIONALE DE REFINANCEMENT HYPOTHÉCAIRE

**PROJET REGIONAL POUR LE FINANCEMENT DE LOGEMENT
ABORDABLE DANS L'UEMOA (PFLA-UEMOA)**

Financement IDA-D2360

**AVIS A MANIFESTATION D'INTERET
(SERVICES DE CONSULTANT SELECTION DE CABINET/FIRME)**

**SELECTION D'UN CONSULTANT (FIRME) POUR LA FOURNITURE ET LA MISE EN PLACE D'UNE SOLUTION
DE DEMATERIALISATION DES PROCESSUS METIERS
A LA CRRH-UEMOA**

AMI N°02/2024/CRRH UEMOA

1. La Caisse Régionale de Refinancement Hypothécaire de l'UEMOA (CRRH-UEMOA) est un établissement financier à caractère bancaire créé le 16 juillet 2010 à Cotonou avec le soutien des institutions de l'UEMOA, et ayant principalement pour objet social de refinancer au profit de ses actionnaires et des SFD, selon les modalités prévues aux statuts, les prêts au logement consentis à leurs clients.

La CRRH-UEMOA a obtenu en octobre 2017 un financement de l'Association Internationale de Développement (IDA) au titre du projet régional Banque mondiale/UEMOA pour la promotion du financement de l'habitat abordable dans l'UEMOA, et a l'intention d'utiliser une partie de ce financement pour effectuer des paiements autorisés au titre du contrat de services d'un consultant (firme) pour la Fourniture et la Mise en Place d'une Solution de Dématérialisation des Processus Métiers.

2. Les services du Consultant (non exhaustifs) sont listés ci-dessous :

La CRRH-UEMOA se propose d'acquérir et mettre en place une solution logicielle et matérielle de gestion de documents électroniques, y compris le module de gestion de bureau d'ordre.

La solution cible à fournir, installer et paramétrer doit permettre :

- L'automatisation des flux documentaires et le gain de temps ;
- L'uniformisation des pratiques documentaires au sein de la CRRH-UEMOA ;
- La réduction des coûts liés à la gestion des documents papier et aux tâches manuelles à faible valeur ajoutée ;
- La facilitation de la communication entre les structures internes de la CRRH-UEMOA ;
- La facilitation de la collaboration entre le personnel et les entités externes à la CRRH-UEMOA ;
- La disposition à temps des informations et des documents nécessaires ;
- La garantie de l'unicité, de la fiabilité et de la traçabilité de l'information et des documents ;
- L'alignement aux meilleures pratiques internationales.

Par ailleurs la solution doit englober l'ensemble des modules suivants :

- Gestion Documentaire (GED) ;
- Gestion de Bureau d'Ordre (GEC) ;
- Gestion de l'Archivage Electronique (SAE) ;
- Gestion des workflows (BPM).

La durée d'exécution de la mission est de 90 jours y compris la validation des livrables et le temps d'intervention du personnel clé est de 45 hommes/jours pour la mise en place du système d'information.

Les Termes de Référence (TDRs) détaillés de la mission peuvent être obtenus à l'adresse électronique suivante :

68 Avenue de la Libération, Immeuble BOAD, BP 1172 Lomé (TOGO)

Téléphone : (00 228) 22 23 27 22, Fax : (00 228) 22 23 27 42

Email : consultant-it@CRRHUEMOA.ORG

3. La Direction Générale de la CRRH-UEMOA invite les firmes de consultants (« Consultants ») éligibles à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus.

Les Consultants éligibles réunissant les qualifications requises et expériences pertinentes peuvent manifester leur intérêt en fournissant : i) les qualifications pour exécuter les services ; ii) les références dans les missions similaires ; iii) les références clients des missions effectuées, etc.

La langue de soumission de la manifestation d'intérêt est le français.

4. Les critères pour l'établissement de la liste restreinte sont :

Les firmes (cabinets-conseils) doivent œuvrer dans le domaine informatique et avoir au moins trois (03) références similaires dans le domaine de la mise en place d'une solution GED / GEC / SAE / BPM au cours des 05 dernières années. Les missions doivent être achevées et justifiées par des contrats ou des attestations de bonne fin d'exécution.

5. Il est porté à l'attention des Consultants que s'appliquent au présent marché, les dispositions de la Section III, des paragraphes 3.14, 3.16 et 3.17 du Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (FPI) de la Banque mondiale de Juillet 2016 révisé en Novembre 2017 ('Règlement de Passation des Marchés'), décrivant les politiques de la Banque mondiale en matière de conflit d'intérêt.

Un Consultant sera sélectionné selon la méthode de Sélection Fondée sur la Qualification des Consultants (SQC) telle que décrite dans le Règlement de Passation des Marchés de la Banque mondiale.

6. Les Candidats intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse ci-dessous et aux heures suivantes : de lundi à vendredi de 9h00 à 12h00 et de 15h00 à 17h00 (heures locales).

7. Les manifestations d'intérêt, rédigées en français, portant la mention « **Manifestation d'intérêt pour le recrutement d'un consultant (firme) pour la FOURNITURE et la MISE EN PLACE D'UNE SOLUTION DE DEMATERIALISATION DES PROCESSUS METIERS** doivent parvenir par courriel, au plus tard le 12/02/2024 à 15h00 GMT à l'adresse Email : consultant-it@CRRHUEMOA.ORG

Lomé, le 26/01/2024

Mme Yedau OGOUNDELE
Directrice Générale

3ème édition de l'ETFP

Le partenariat Public-Privé pour une meilleure employabilité

Dans le cadre de la troisième édition de la Semaine de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle (ETFP), le comité national d'organisation partage sa vision sur l'importance du partenariat Public-Privé pour améliorer l'employabilité des jeunes togolais. C'était lors du lancement des activités de la semaine à Lomé, le vendredi 9 février 2024.

● **Hélène Martelot**

La Semaine de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle est un événement majeur au Togo, rassemblant chaque année des acteurs clés du secteur éducatif et économique. Pour cette troisième édition, placée sous le thème "Consolider le partenariat Public-Privé pour remédier à la qualification et à une meilleure employabilité des sortants", le gouvernement togolais met l'accent sur l'importance de la collaboration entre les secteurs public et privé. La présidente du comité national de la semaine de l'ETFP, Colette Adzonyoh souligne l'urgence de renforcer ce partenariat pour répondre aux besoins du marché du travail et assurer un avenir prometteur aux jeunes togolais. « Le partenariat Public-Privé est essentiel pour combler le fossé entre l'éducation et l'emploi », a déclaré Mme Adzonyoh. « Nous devons travailler main dans la main avec le secteur privé pour développer des programmes de formation adaptés aux besoins du marché et offrir des opportunités d'emploi significatives aux jeunes diplômés ». Lors de cette troisième édition, le gouvernement togolais vise à renforcer les liens entre les établissements d'enseignement technique et les entreprises, en favorisant les stages professionnels et l'alternance. « Nous avons la conviction que l'alternance



est un moyen efficace de préparer les jeunes à intégrer le marché du travail. En combinant l'apprentissage en classe avec une expérience pratique en entreprise, nous pouvons garantir que nos jeunes sortants sont prêts à relever les défis du monde professionnel », explique Mme Adzonyoh. Pour atteindre ces objectifs ambitieux, le gouvernement togolais compte sur l'adhésion et la collaboration active du secteur privé. « Nous devons travailler en partenariat avec les entreprises pour identifier les compétences et les qualifications nécessaires sur le marché du travail », affirme Mme Adzonyoh en ajoutant que c'est en unissant leurs forces qu'ils pourront créer un environnement propice à l'emploi et à la croissance économique. Outre le renforcement du partenariat Public-Privé, la troisième édition de la Semaine de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle vise à accroître la visibilité du secteur de l'éducation technique et à encourager la participation des filles dans les filières industrielles, agricoles et

pastorales. « Nous croyons fermement en l'égalité des chances et nous sommes déterminés à encourager les filles à poursuivre des carrières dans des domaines traditionnellement dominés par les hommes », déclare Mme Adzonyoh. En somme, la présidente du comité d'organisation réaffirme l'engagement du gouvernement togolais à investir dans l'éducation et la formation professionnelle comme moteurs de développement économique et social. « Nous croyons en un avenir où chaque jeune togolais a la possibilité de réaliser son plein potentiel », déclare-t-elle. « En consolidant notre partenariat Public-Privé, nous pouvons créer un avenir meilleur pour tous. » Cette troisième édition de la Semaine de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle promet d'être un moment clé dans la transformation de l'éducation et de l'emploi au Togo. Grâce à une collaboration étroite entre le gouvernement, le secteur privé et la société civile, le pays est sur la voie de créer un système éducatif et économique plus inclusif et dynamique.



Tchamba / Elevage de petits ruminants

Les acteurs renforcent leurs capacités

Une trentaine d'éleveurs de petits ruminants de la préfecture de Tchamba, sont en atelier de formation sur « Les techniques d'élevage amélioré des petits ruminants et de commercialisation de ses produits », du 6 au 9 février à Kaboli, dans la commune Tchamba 3.

L'atelier est initié par la Chambre régionale d'agriculture de la Centrale (CRA-C), en collaboration avec le Centre de représentation et d'exploitation des produits (CREP Togo), avec l'appui financier du Fonds national d'apprentissage, de formation et de perfectionnement professionnels (FNAFPP). Il a pour objectif d'amener les participants à s'approprier les techniques améliorées d'élevages pour booster leurs revenus. Il est question de les outiller pour une gestion efficace de leurs unités d'élevage et la vente de leurs produits à des prix rémunérateurs, afin d'améliorer leurs niveaux de vie. Les modules à développer portent sur « Les généralités et données techniques sur les petits ruminants » ; « L'itinéraire technique de la production améliorée des petits ruminants » ; et « La gestion des unités d'élevage de petits ruminants et de commercialisation de ses produits ». Le représentant du préfet de Tchamba, Akindjo Soulémame s'est réjoui de cette initiative qui va contribuer à la professionnalisation du secteur dans



la préfecture. Il a exhorté les participants à suivre assiduellement les différents modules pour que les résultats sur le terrain soient encourageants. Le consultant formateur au cabinet du CREP Togo, Agbokanzo Ossenii a expliqué que cette formation a été initiée suite au constat selon lequel les gens continuent de pratiquer l'élevage traditionnel, sans aucun contrôle de leurs produits. « Or il existe d'énormes potentialités dans nos milieux, et d'autres éleveurs quittent les pays de la sous-région pour venir en profiter. Nous avons jugé bon d'apporter à nos éleveurs la substance qu'il faut pour les rendre plus professionnels », a-t-il souligné. M. Agbokanzo a ajouté que le volet entrepreneuriat sera également

abordé pour permettre aux bénéficiaires de découvrir les différentes opportunités qui s'offrent à eux pour faire développer leurs entreprises. Mme Dermane Hermine et M. Afo Sabi Todé, participants à la formation, ont remercié la CRA-C pour cette formation qui leur permettra de rompre avec les anciennes habitudes peu rentables. Ils ont promis mettre en application les techniques qu'ils vont acquérir. La cérémonie d'ouverture s'est déroulée en présence du vice-président de la CRA-Centrale, Agnala Tchéli et du directeur du CREP Togo, Kadayi N'sougan. La même formation est prévue à Sokodé du 12 au 15 février à l'intention des éleveurs de petits ruminants de la préfecture de Tchadoudji.

Avec ATOP/JK/MEK

Opportunités !!!

Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Cotonou – Sikecodji - non loin de l'Etoile Rouge.

Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet.

Appeler le : (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.

Le Togo en chiffres			
Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigeria	4,0	Malaisie	2,7
Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, le somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100			
Produits échangés		2,2 Mds USD de produits importés en 2020	
1,0 Mds USD de produits exportés en 2020		Energie électrique	5,1
Articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques, bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture, en matières plastiques	5,0	Médicaments (à l'excl. Des produits du n°3002...)	5,1
Phosphates de calcium et phosphates aluminocalciques, naturels et crées phosphatées	4,8	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	4,4	Polymeres de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'esthétique ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	4,3		
		Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
		Polymeres de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
		Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'esthétique ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	4,3
		Motocycles - y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side cars, side cars	6,8
		Huile de palme et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées	6,5
		Coton, non cardé ni peigné	6,5
		Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux...	5,4
		Penniques, herbes, saucis, cib, mèches...	3,3
		Fèves de soja, même concassées	2,7
		Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
		Polymeres de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
		Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'esthétique ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	4,3
		Motocycles - y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side cars, side cars	3,4
		Huiles de palme et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées	3,2
		Huile de palme et ses fractions, même raffinées, ...	3,1
		Riz	2,7
		Véhicules automobiles pour le transport de marchandises...	2,5
		Tissus de coton, contenant >= 85% en poids de coton...	1,9
		Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
		Polymeres de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
		Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'esthétique ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	4,3
		Motocycles - y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side cars, side cars	3,4
		Huiles de palme et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées	3,2
		Huile de palme et ses fractions, même raffinées, ...	3,1
		Riz	2,7
		Véhicules automobiles pour le transport de marchandises...	2,5
		Tissus de coton, contenant >= 85% en poids de coton...	1,9
		Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
		Polymeres de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
		Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'esthétique ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	4,3
		Motocycles - y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side cars, side cars	3,4
		Huiles de palme et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées	3,2
		Huile de palme et ses fractions, même raffinées, ...	3,1
		Riz	2,7
		Véhicules automobiles pour le transport de marchandises...	2,5
		Tissus de coton, contenant >= 85% en poids de coton...	1,9

AKWABA

POOL BAR & GRILL

Nalingi YO



RUMBA
avec L'ORCHESTRE
BANA CONGO

 **Sam. 17 Février**
à partir de **20h**

Package 1 - 02 Pax
60.000 FCFA

Bouteille de vin
Assiette de grillade
Africaine pour **02** pers.

Package 2 - 04 Pax
110.000 FCFA

Bouteille de champagne
Grande assiette de grillade
Africaine pour **04** pers.

Package 3 - 06 Pax
175.000 FCFA

Bouteille de vin
Bouteille de champagne
Grande assiette de grillade
Africaine pour **06** pers.



Membres ELIK'E: 10% de réduction

+228 22 23 86 00
foodbev@hotel.2fevrierlome.com



2 FEVRIER
HOTEL-LOME
★★★★★